



En quoi l'élection de Donald Trump
nous concerne-t-elle?

Xavier Dupret

Décembre 2024

89.220 signes

Sommaire

Introduction (résumé)	3
Commerce extérieur et contradictions internes	5
Armée de réserve.....	12
Une hégémonie en crise et des Européens aux abois	18
Et chez nous du côté de la Belgique francophone?	26
Conclusion	30

Introduction (résumé)

La crise de l'hégémonie américaine remonte déjà quelques années. De ce point de vue, la crise de 2008 a constitué un catalyseur d'envergure. De plus en plus, la place du dollar dans les échanges internationaux est relativisée même si le billet vert reste dominant. Du côté de la production industrielle, les Etats-Unis sont clairement sur la pente descendante. En revanche, dans le domaine militaire, les Etats-Unis ne craignent personne. Dans ce contexte, le trumpisme est apparu sur la scène internationale pour tenter d'œuvrer à contre-courant et ainsi réaffirmer la prééminence des Etats-Unis.

L'administration Trump sera donc particulièrement unilatérale dans ses relations avec le reste du monde. Par conséquent, cette volonté de réaffirmation de la force des Etats-Unis de la part du nouveau locataire de la Maison-Blanche est susceptible de mobiliser chez nous le mouvement pacifiste, à travers notamment la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD) dont notre association est membre. En outre, l'isolationnisme de Washington débouchera inexorablement sur une pression accrue à l'égard des gouvernements européens pour que ces derniers augmentent leurs dépenses militaires. Naturellement, les montants qui seront consacrés à l'achat de matériel militaire ne pourront pas être consacrés à des politiques sociales. L'austérité en sortira renforcée. La chose mécontentera très certainement les syndicats et le mouvement social dans son ensemble (dont l'ACJJ fait évidemment partie, étant donné sa proximité historique avec le mouvement ouvrier). Vu la posture agressive de l'Administration Trump, on peut aisément imaginer que les Etats-Unis vont chercher à écouler leur production militaire en Europe. A ce propos, le mouvement social pourrait tirer parti de ce que les F-35 constituent un échec coûteux de l'aveu même de la presse économie états-unienne.

A un niveau plus directement macroéconomique, la politique protectionniste américaine ne fera évidemment pas les affaires des Européens. L'augmentation des barrières tarifaires à l'entrée du territoire américain va se traduire par une remontée des pressions inflationnistes outre-Atlantique. On peut supposer que vu son indépendance, la Fed n'hésitera pas à remonter ses taux d'intérêt. Par ricochet, l'euro va se déprécier face au billet vert et l'inflation importée repartira à la hausse sur le Vieux Continent. La BCE devra alors rehausser ses taux. Cette hypothèse est d'ailleurs posée noir sur blanc par l'Institut Bruegel qui, en tant que think tank public-privé résultant d'un accord de cofinancement entre différentes multinationales et les Etats membres de l'Union, doit être un peu au courant de ce que le Capital européen désire¹.

¹ Ignacio García Bercero, Petros C. Mavroidis, & André Sapir, How the European Union should respond to Trump's tariffs, Bruegel, 9 décembre 2024, Url: <https://shorturl.at/S9uSB>. Date de consultation: 23 décembre 2024.

Après tout, un relèvement des taux d'intérêt fera remonter le chômage, ce qui est toujours utile pour faire baisser les revendications d'augmentation salariale (et/ou d'amélioration des conditions de travail). Or, ces revendications sont inévitables en période de pénuries de main d'œuvre en raison du vieillissement de la population en Europe.

Le taux de croissance de la zone euro sera alors orienté à la baisse. Pour la partie francophone du pays qui se caractérise par un marché de l'emploi fragile et qui a, de surcroît, besoin d'investissements pour financer un processus de réindustrialisation, ces perspectives sont particulièrement moroses.

Autant le dire d'entrée de jeu, la réélection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ne sera pas sans influencer nos vies ici en Europe, en ce compris la partie francophone de la Belgique bien entendu. S'il arrive fréquemment que les milieux alternatifs désireux de voir émerger un monde multipolaire pointent, non sans raison, une perte de puissance des Etats-Unis, on ne peut, pour autant, en conclure que les décisions politiques adoptées à Washington sont sans impact sur le reste de la planète.

Bien au contraire, la puissance américaine garde une grande capacité d'affirmation et d'influence dans le monde. Pourtant, et c'est ici que les choses se complexifient, la démonstration de puissance de l'appareil d'Etat trumpiste correspond davantage à une crise de l'hégémonie américaine qu'à une manifestation de leadership incontestable.

Commerce extérieur et contradictions internes

Par exemple, les Etats-Unis restent une grande puissance sur les plans militaire, monétaire et financier. Sur le plan commercial, s'il est aujourd'hui évident que l'Amérique ne déverse plus ses excédents de production dans le monde entier comme lors des Golden Sixties, il n'en reste pas moins que l'Oncle Sam représente encore et toujours une destination de choix pour les productions industrielles du monde entier. En effet, les Etats-Unis disposent d'une forte consommation intérieure, ce qui les rend incontournables pour écouler la production mondiale. Pour fixer les notions, on définira les termes de référence pour ce qui est d'un indicateur permettant de situer la force de la demande intérieure d'un pays. Tout d'abord, il convient de limiter les déformations dues à l'inflation dans l'utilisation d'un tel indicateur. Pour ce faire, il convient de calculer l'évolution de cette variable en la ramenant à une année de référence. En l'occurrence, la source choisie (à savoir, la Banque mondiale) procède à ce travail d'uniformisation en retenant comme point de référence l'année 2011.

Ensuite, il convient également de tenir compte du fait que les produits et services consommés ne coûtent évidemment pas la même chose partout dans le monde, et ce de façon à mieux cerner les différences de pouvoir d'achat selon les zones géographiques. Pour y parvenir, on travaille en fonction de ce que l'on appelle les parités de pouvoir d'achat (PPA). Ces dernières rendent possible de procéder à des comparaisons de coûts, exprimés en unités monétaires, d'une quantité identique de biens consommés dans différents pays. La conversion, via les PPA, des achats exprimés en devises nationales en une monnaie commune, nommée le standard de pouvoir d'achat (SPA), permet d'effacer les écarts des niveaux de prix entre les pays en raison des variations des taux de change. Les parités de pouvoir d'achat sont fonction de comparaisons entre niveaux des prix pour un panier de biens et services supposés bien représenter les habitudes de consommation des pays concernés. C'est sur cette base conceptuelle que les PPA vont permettre la mise au point d'indicateurs fiables (que ce soit en volumes ou en prix) rendant possibles des comparaisons entre pays, de manière à rendre compte des différences de pouvoir d'achat. De cette façon, les variations de taux de change n'interfèrent nullement dans l'exercice de comparaison des volumes de revenus et de dépenses. Et c'est une bonne chose. En effet, les différences de taux de change intègrent

davantage de déterminants permettant précisément d'expliquer leurs évolutions que les seules différences de prix. Dans cet ordre d'idées, on songera tout particulièrement au volume des opérations financières entre les devises concernées, aux mouvements spéculatifs ou encore à des fuites des capitaux.

Lorsque l'on compulse les données de la Banque mondiale, on peut chiffrer et constater l'importance du marché intérieur états-unien. En parité de pouvoir d'achat et en ancrant l'évolution des prix intérieurs depuis 2011, il est possible de voir qu'en 2023, la demande intérieure de l'Union européenne était de 13.218 milliards de dollars (dont 10.693 milliards pour la seule zone euro) et 17.512 milliards dans le chef des Etats-Unis².

Ce dynamisme de la consommation états-unienne (à certains égards, on peut d'ailleurs parler de surconsommation mais c'est un autre débat) confère une force de premier plan au législateur américain quand il décide de fermer, via des taxes ou des interdictions réglementaires, son marché intérieur à un acteur économique. Être coupé d'un tel marché intérieur provoque évidemment pas mal de dégâts pour les exportateurs des pays concernés. C'est d'ailleurs le but recherché par Washington.

De ce point de vue, la nouvelle administration Trump nous promet bien du plaisir. Les récentes déclarations de la nouvelle équipe au pouvoir à Washington sont, de ce point de vue, dénuées d'ambiguïté. Durant la campagne, Donald Trump a déclaré vouloir mettre ne place un nouveau modèle protectionniste en ce qui concerne le commerce extérieur des Etats-Unis. Cette modification des règles du jeu consistera en un alourdissement des droits de douane sur les importations de manière à protéger la production états-unienne de la concurrence extérieure. Les lignes de force sous-jacentes à ce nouveau programme correspondent, dans les faits, à la volonté de punir le gouvernement chinois en raison de pratiques décrites comme déloyales mais aussi de faire diminuer le déficit commercial du pays, d'une part, et réindustrialiser la base productive nationale, d'autre part. Le renforcement de la sécurité nationale pourrait d'ailleurs jouer un rôle d'aiguillon en la matière. En effet, si l'économie états-unienne s'est incontestablement désindustrialisée, il n'en reste pas moins qu'elle dispose encore d'atouts incontestables dans le domaine de l'équipement militaire et de l'armement. On retrouve, dans cette politique, une composante essentielle du paysage économique caractéristique des Etats-Unis, à savoir le complexe militaro-industriel³. Ce dernier désigne un écheveau entre des intérêts idéologiques et économiques portés conjointement par une fraction du monde des affaires et du secteur de la défense. Cette alliance a posé les bases aux Etats-Unis d'un réseau d'influence et de pression au cœur du pouvoir et des élites états-uniennes depuis la Guerre froide.

² Banque mondiale, Database (online), Dépenses de consommation finale des ménages, (\$ PPA internationaux constants de 2011), décembre 2024.

³ Lire à ce sujet Turse, Nick, *The Complex: How the Military Invades Our Everyday Lives*, Metropolitan Books, New York, 2008.

Le complexe militaro-industriel se caractérise par un niveau élevé de dépenses militaires correspondant à une idéologie visant à permettre aux Etats-Unis de disposer d'un leadership dans le système des relations internationales conçues comme un ensemble d'interactions reposant exclusivement sur l'existence de rapports de forces dans le cadre d'une âpre compétition entre Etats. On notera au passage que la manière dont le capitalisme anglo-saxon envisage classiquement les relations entre les individus en ordre interne est ici projetée à l'échelle du monde. Ce parallélisme facilite l'acceptation des recommandations du complexe militaro-industriel au sein de la population tant cette représentation des relations internationales correspond en fin de compte à son vécu. Dans l'histoire récente des Etats-Unis, le complexe militaro-industriel, après avoir vécu un déclin tout relatif, après la chute du Mur de Berlin a connu un come back après les attentats du 11 septembre 2001. Du point de vue du fonctionnement de l'appareil d'Etat, le lobby militaro-industriel US peut compter sur de puissants relais de nature idéologique au sein de la société américaine, des médias aux Eglises en passant par un grand nombre d'associations regroupant des vétérans des forces armées américaines.

La diffusion d'une idéologie belliciste accompagne l'action du complexe militaro-industriel. En effet, seul un climat de menace permanente permet de justifier un haut niveau de dépenses en faveur du secteur de l'armement. Il va de soi que le complexe militaro-industriel agit, comme toute structure économique capitaliste, d'abord dans son propre intérêt en utilisant l'idée d'une menace permanente et d'un combat du Bien contre le Mal afin de pérenniser sa position privilégiée au sein des structures politiques et économiques des Etats-Unis. La menace décrite par les avocats de ce complexe qui fonctionne également comme un lobby est assez souvent exagérée. En ce sens, le message du complexe militaro-industriel est de nature essentiellement idéologique au sens marxien du terme. En réalité, il s'agit d'un voile qui empêche en raison d'intérêts particuliers, une lecture plus nuancée des relations internationales. En retour, les descriptions proposées par le *story telling* du complexe militaro-industriel rendent, en fait, le monde plus menaçant et plus dangereux. La tentation est, en effet, très grande pour les dirigeants d'un pays comme les Etats-Unis de jouer la carte de l'option militaire directe ou indirecte via des alliés régionaux dans le but d'asseoir leur suprématie à l'échelle mondiale. Après tout, à quoi sert-il de disposer d'un stock d'armes aussi impressionnant si c'est pour ne pas les utiliser?

En retour, le monde est moins tranquille. Des groupes se coalisent à certains endroits pour tenter d'organiser une riposte à cette manifestation de puissance militaire. Dans cette optique, la menace stratégique externe constitue, en partie, une justification de politiques d'armement qui sont en dernière instance, enracinées dans la volonté de croissance de la production et des revenus du complexe militaro-industriel états-unien. Si l'on tient compte de cette donnée, on comprend que la politique de la nouvelle administration Trump n'a pas été conçue pour être négociée à l'infini mais plutôt pour être imposée. En effet, quand on s'appuie sur un tel dispositif de puissance, on peut exiger beaucoup de ses partenaires.

Et le moins que l'on puisse dire est que les intentions de la Maison-Blanche sont d'un genre plutôt musclé. Par exemple, Donald Trump propose d'augmenter de 10%, voire de 20% dans

certains cas, les barrières tarifaires sur tous les produits importés, en ce compris l'Union européenne. En ce qui concerne les importations en provenance de Chine, les mesures à attendre sont plus draconiennes encore. C'est ainsi qu'une taxe à l'importation de 60% a été annoncée durant la campagne. Ce n'est pas tout. Le noyau dur de la nouvelle politique commerciale américaine devrait également prévoir des droits de douane de 200% sur les importations d'automobiles électriques produites par les compagnies chinoises installées au Mexique. De surcroît, le président républicain semblait également prêt à mettre en place des barrières tarifaires de 100% pour les pays désireux d'abandonner le dollar dans leurs transactions commerciales à l'international. Ces mesures devraient, paraît-il, permettre de supprimer l'impôt fédéral sur le revenu.

L'impact sur le niveau des prix aux Etats-Unis de ces mesures mérite d'être analysé. Jusqu'à présent, un consensus semblait se dessiner pour estimer que les mesures de Donald Trump favoriseraient l'installation d'une pression inflationniste sur l'économie américaine⁴. Durant sa campagne, le candidat Trump déclarait *urbi et orbi* que s'il était réélu, les revenus des ménages américains grimperaient en flèche, que l'inflation disparaîtrait et que la création d'emplois de qualité serait au rendez-vous. Bref, avec lui, la classe moyenne allait prospérer comme jamais auparavant et ce serait Noël tous les jours de l'année. Force est de constater qu'une majorité d'électeurs aux Etats-Unis a adhéré à ce discours. La chose est entendue. Cela dit, le résultat d'une élection ne permet pas de légitimer rétrospectivement la démagogie déployée durant une campagne électorale. Pour le dire familièrement, si un jour, un candidat à une fonction élective décide de raconter que la Terre est plate pour séduire ses concitoyens, la Terre n'en continuera pas moins à être ronde comme une pomme.

Autrement dit, Trump a beau raconter ce qu'il veut, il n'en reste pas moins que des pans entiers de son programme font bel et bien peser un risque inflationniste à l'économie états-unienne. On commence cependant à voir des experts médiatiques remettre en cause un constat qui jusqu'à présent, semblait faire consensus parmi les observateurs de l'économie américaine. Par exemple, il suffit de consulter le site de la très conservatrice (pour ne pas dire, réactionnaire) chaîne de télévision Fox News qui estimait qu'en fin de compte, un programme de coupes à la tronçonneuse à la façon de Milei en Argentine, une référence de plus en plus revendiquée par les milliardaires qui entourent Trump (notamment Elon Musk), était susceptible de faire baisser l'inflation⁵. L'équation entre niveau des dépenses publiques et taux d'inflation telle que posée par ce média, qui est suivi dans le monde entier et, à ce titre, modèle les franges réactionnaires des opinions publiques, renforce la lutte idéologique contre la redistribution fiscale aux quatre coins de la planète.

⁴ Lire à ce sujet Mary Lovely, senior fellow at the Peterson Institute for International Economics in Time Magazine, What Donald Trump's Win Means for Inflation, édition mise en ligne du 11 novembre 2024.

⁵ Fox Business, Argentina's Milei eliminates deficit, hailed as model for Musk's 'DOGE', 11 décembre 2024.

De ce point de vue, il est intéressant, mine de rien, de constater que les populismes de droite acquièrent de la popularité davantage en fonction de leur capacité à mettre en scène leurs actions qu'en raison des résultats de ces dernières. Prenons le point de vue de Fox News concernant la vague inflationniste qui serait réglée *illico* par la réduction drastique des dépenses publiques. Sur le papier, cette manière d'envisager la problématique de l'inflation est simple, facile à comprendre et donc forcément plutôt séduisante. En fait, elle consiste à dire que l'augmentation du niveau des prix est afférente à une perte de valeur de la monnaie, laquelle étant un bien comme un autre, s'est dépréciée précisément en raison d'une offre sans correspondance avec les besoins des acteurs. Ce courant se somme le monétarisme⁶. La réponse à ce type de défis consiste en une diminution de la masse monétaire en circulation. Les coupes claires dans les dépenses publiques participent, dans cette optique, à la diminution des pressions inflationnistes puisque ce type de politique correspond à une baisse de la masse monétaire. Il faut toujours se méfier de ce qui est séduisant. Tout ce qui brille n'est, en effet, pas or. Pour reprendre l'exemple argentin, si l'on revient sur la masse monétaire en circulation avant l'élection de Milei, on va voir qu'elle a effectivement augmenté.

Se limiter à ce seul aspect des choses reviendrait à se contenter pour un médecin de prescrire exclusivement un antipyrétique à un malade. La fièvre, tout comme l'augmentation inflationniste de la masse monétaire, constitue un symptôme mais ne suffit pas à définir les causes réelles de la maladie. En Argentine, ce qui a causé la forte augmentation de l'inflation au cours des 24 derniers mois de présidence péroniste correspondait la volonté de réaliser dans un contexte économique (et électoral) compliqué d'importants transferts sociaux alors même que le pays devait également régler sa dette extérieure rubis sur l'ongle. Il y avait là un choix de politique économique à formuler. L'alternative consistait, en l'occurrence, à vouloir nourrir, éduquer et soigner sa population ou, au contraire, régler une dette auprès du FMI qui était largement illégitime⁷. Le gouvernement péroniste de l'époque, d'orientation profondément centriste et polyclassiste, n'a pas voulu choisir et la planche à billets s'est alors mise à tourner pour tenter de répondre aux deux problématiques en même temps.

Poser la focale exclusivement sur la masse monétaire permet, en réalité, de dépolitiser les données d'économie politique auxquelles l'observateur est confronté. Dans le cas argentin, on ne voit pas le FMI derrière la masse monétaire ni l'incapacité de choisir entre le capital et le Travail dans le chef du gouvernement péroniste de l'époque. La grille de lecture monétariste n'est, en tout cas, pas la seule qui permette de comprendre les phénomènes inflationnistes dans nos économies modernes. Le prisme post-keynésien envisage le surgissement des grands épisodes inflationnistes en les appréhendant sous l'angle d'un conflit de répartition entre le Capital et le Travail, chacun des deux facteurs de production se trouvant en lutte pour s'approprier une plus grande part du revenu (les marxistes parlent de produit social). Ce modèle explicatif attache davantage d'importance au salaire comme prix du travail pour

⁶ George S. Tavlás, *The Monetarists. The Making of the Chicago Monetary Tradition 1927–1960*. University of Chicago Press, Chicago, 2023.

⁷ Página/12, *Denuncian múltiples irregularidades en el acuerdo de Macri con el FMI*, édition mise en ligne du 18 mai 2023.

expliquer l'évolution du niveau général des prix. Par exemple, aux Etats-Unis, on a vu deux phénomènes se chevaucher dès lors que l'économie états-unienne est sortie du confinement à partir de 2021.

D'un côté, le marché de l'emploi aux Etats-Unis se caractérise par une pénurie structurelle de travailleurs. De l'autre, les profits n'ont jamais été aussi importants. Commençons par examiner les données relatives au marché de l'emploi.

Cet exercice nous permet de repérer des difficultés de recrutement aux Etats-Unis. En 2023, les entreprises américaines ont créé 3,1 millions d'emplois en plus. Un marché du travail fort constitue habituellement une bonne nouvelle sur le plan macroéconomique mais bon nombre de ces offres d'emploi n'ont pas trouvé de candidats parce qu'aujourd'hui, les États-Unis ne disposent pas de travailleurs en suffisance permettant de combler cet écart entre l'offre et la demande de travail. Même si aujourd'hui plus d'Américains participent à la population active qu'avant la pandémie, la part globale de la population correspondant à cette population active a diminué. Si le taux de participation au marché du travail avait été à cette époque le même qu'en février 2020, il y aurait eu deux millions de travailleurs américains en plus au sein de la population active pour permettre de pourvoir aux emplois vacants. En effet, le vieillissement de la population aux Etats-Unis fait de plus en plus sentir ses effets. C'est ainsi que le recensement de 2020 a permis de constater que près de 56 millions des Américains avaient plus de 65 ans. Cela représente près de 17% de la population états-unienne. L'âge médian de la population US (c'est-à-dire l'âge qui divise la population américaine en deux groupes d'égale importance) est de plus en plus élevé. Il est ainsi passé de 37 à 39 ans de 2010 à 2021, signe très manifeste d'un vieillissement de la population américaine.

Bien que le marché du travail se soit quelque peu refroidi au premier semestre 2024, les secteurs critiques de l'économie US restent gravement en sous-effectif. En outre, en raison du fait que les politiques industrielles américaines créent des postes dans des secteurs (énergies vertes, notamment) exigeant un niveau certain de qualification technique, les pénuries devraient s'aggraver à moyen terme. La presse patronale rend ces pénuries de main d'œuvre responsable de l'augmentation des prix. Le schéma est simple. Le niveau des produits de première nécessité, notamment le logement, les soins médicaux et les produits alimentaires, sera plus élevé à l'avenir⁸. Si on se limite à ce constat, on ne tient en réalité que la moitié de l'explication. La pénurie de main d'œuvre, et plus spécialement de main d'œuvre qualifiée correspondant aux emplois créés par le plan de soutien à l'activité économique de Joe Biden, est en train de poser les bases d'une augmentation des salaires. C'est ainsi que de février 2020 à septembre 2024, les prix aux Etats-Unis ont augmenté de 21,4% et les salaires, de 26,3%⁹.

⁸ Wall Street Journal, Labor Supply Helped Tame Inflation. It Might Not Have Much More to Give, édition du 21 janvier 2024.

⁹ Center for American Progress, Americans' Wages Are Higher Than They Have Ever Been, and Employment Is Near Its All-Time High, 17 octobre 2024. Url: <https://shorturl.at/Kg7KS>. Date de consultation: 12 décembre 2024.

On voit clairement un chassé-croisé entre le niveau des prix (donc les profits potentiels des entreprises) et des salaires.

La masse monétaire revêt, dans ces conditions, la forme d'un arbre qui cache la forêt des rapports sociaux de production. Et c'est bien dommage car c'est en interrogeant cet aspect de la réalité qu'on peut poser les bases d'un raisonnement plus complet en termes de politique économique. En fin de compte, le niveau des profits du secteur privé aux Etats-Unis est-il à ce point menacé qu'il faille relayer chaque vague d'augmentation des salaires par une augmentation des prix de vente?

Si la réponse est oui, cela signifie que les actionnaires des entreprises aux Etats-Unis sont aujourd'hui à deux doigts de perdre leurs chemises en soie et leurs belles montres de luxe. Avant de pleurer sur leur triste sort, on peut objectiver la question en vérifiant que les taux de profit de l'économie américaine ont connu une belle ascension depuis la crise Covid. Les chiffres qui suivent sont fournis par la Fed elle-même, c'est-à-dire la banque centrale des USA, autrement dit pas des gauchistes illuminés. Alors que le taux de profit des entreprises manufacturières US était de 5,5% en avril 2020, on voit que le mouvement de baisse de leur rentabilité avait déjà commencé avant que n'éclate la crise du coronavirus puisque le niveau de leurs bénéfices était passé de 6,3% en octobre 2019 à 5,7% en janvier 2020. Classiquement, un tel mouvement augure d'une crise.

Par la suite, tout se passe comme si les crédits et les plans de relance qui ont suivi l'éclatement de la pandémie avaient littéralement boosté la marche en avant des bénéfices du secteur privé états-unien. De 5,5% en avril 2020, le taux de profit des entreprises US est passé à 8% de moyenne depuis le 1^{er} janvier 2024. Dans l'histoire américaine, on ne retrouve des taux de profits supérieurs qu'au cours des Golden Sixties¹⁰.

Bref, les affaires vont bien aux Etats-Unis. Les plans de relance nourrissent la croissance du secteur privé. C'est alors que les prix et les salaires se livrent à une passionnante course poursuite. La raison en incombe à l'absence de régulation publique sur les prix. Dans ce cas-ci, comme nous l'avons vérifié à propos de l'Argentine, le pouvoir n'a pas voulu trancher en faveur du Travail face au Capital. Cette difficulté à rééquilibrer le rapport de forces en défaveur du Capital permet de poser un cadre explicatif à l'augmentation importante de la masse monétaire aux Etats-Unis. Pour information, cette dernière est passée de 14.500 milliards en avril 2019 à 21.300 milliards de dollars en octobre 2024. S'il est vrai que les lendemains de la crise de 2008 s'étaient caractérisés par un rythme de croissance de la masse monétaire plus important que par le passé, force est de constater que depuis 2019, l'expansion monétaire a connu un rythme jamais atteint auparavant. Dans cette optique, ce n'est pas la croissance de la masse monétaire, comme le soutiennent les monétaristes, qui explique la hausse de l'inflation. C'est de manière plus décisive le niveau de la conflictualité sociale intimement lié à une situation de plein emploi qui en faisant pression à la hausse sur les

¹⁰ FED, Rate of Profit Nonfinancial Corporate Business Quarterly, 1er juillet 2024. Date de consultation: 15 décembre 2024. Url: <https://fredaccount.stlouisfed.org/public/dashboard/53250>.

salaires déclenche une hausse des prix de revient de la production, laquelle provoque à son tour une hausse des prix de vente et cette dernière, faute d'une réglementation encadrant la formation des prix finaux, alimente, en retour, l'inflation. Le collectif des salariés exigera en retour des augmentations salariales et le serpent de se mordre la queue. Au total, l'augmentation de la masse monétaire vient témoigner du fait que ce conflit de répartition est plus important qu'en temps habituel. En tout état de cause, les Etats-Unis ne semblent pas près de faire baisser le niveau de l'inflation¹¹.

Structurellement, on reste, en effet, bien loin de l'hypothèse d'un atterrissage en douceur de l'économie, qui permettait à la banque centrale de baisser ses taux fortement en dépit du fait que les Etats-Unis connaissent en ce moment leur politique monétaire la plus restrictive depuis plus de 20 ans. Un loyer de l'argent élevé apparaît, dans ces conditions, comme le prix à payer pour vivre dans un pays en plein boom économique¹².

Armée de réserve

C'est dans cette optique que l'on peut envisager le plan de suppression de postes dans la fonction publique comme destiné à augmenter l'offre de travail disponible à destination des entreprises privées afin de faire pression à la baisse sur les salaires en augmentant l'armée de réserve des travailleurs¹³. Cette dernière correspond à un concept propre à l'analyse marxienne du capitalisme, laquelle repère qu'un certain état de surpopulation sur le marché du travail est nécessaire pour pouvoir disposer de prix les plus bas possibles d'achat de la force de travail disponible qui, dans ce cadre théorique, est à considérer comme une marchandise au même titre qu'une matière première. Dans le détail, les plans d'Elon Musk et Vivek Ramaswamy pour la fonction publique prévoient des réductions massives de personnel dans les administrations en fixant un effectif maximum pour chaque ministère. Les collaborateurs licenciés seront dirigés vers le secteur privé. Il semblerait que pour les employés âgés, des primes de départ et des plans de retraites anticipées seront également proposés. De plus, en supprimant les possibilités de télétravail, Musk anticipe une vague de démissions dans la fonction publique. Les firmes d'outplacement se frottent déjà les mains aux quatre coins du pays. Il y a un paquet de marchandise-travail à repérer et à reclasser¹⁴.

Pour ce qui est la lutte contre l'inflation, on doit repérer un effet court-termiste dans les propositions de Musk en ce qui concerne les fonctionnaires. En effet, une fois que les réductions de dépenses publiques et les licenciements de fonctionnaires auront été mis en

¹¹ Financial Times, Economists warn Trump's policies will trigger inflation, édition mise en ligne du 6 novembre 2024.

¹² Les Echos, Les Etats-Unis restent soumis à la pression de l'inflation et du plein-emploi, édition mise en ligne du 10 avril 2024.

¹³ Karl Marx, Le Capital (tome 1), chap.25.

¹⁴ Business Insider, Government workers who want a new job amid Elon Musk's efficiency plans may have to tap the 'hidden job market', édition mise en ligne du 19 novembre 2024.

œuvre, l'inflation pourra repartir de plus belle. Cela dit, quand les administrations publiques auront été entièrement « dégraissées », la pénurie de main d'œuvre liée au vieillissement de la population active états-unienne recommencera de plus belle.

Plus fondamentalement, certains aspects de la politique économique de la nouvelle administration au pouvoir à Washington sont clairement de nature à renforcer l'inflation. Le niveau plutôt drastique des droits de douane et l'expulsion de millions de migrants sont très vraisemblablement susceptibles d'entraîner l'effet inverse de ce qui a été initialement annoncé par le Grand Manitou du Parti républicain. Alors que le pire épisode inflationniste connu depuis une génération n'est pas encore complètement maîtrisé, les *Trumponomics* vont raviver le feu de l'inflation. En ce qui concerne les migrants, les choses sont claires. Les expulsions et les difficultés d'accès au territoire des Etats-Unis pour de nouveaux candidats à l'immigration vont renforcer les pénuries d'emploi et donc, nourrir la tendance inflationniste de l'économie US.

Pour ce qui est des barrières protectionnistes, les partisans de Trump assurent qu'elles permettront au pays de se réindustrialiser. Dans ces conditions, les quantités produites aux Etats-Unis permettront de compenser l'impact de la diminution des importations. Il convient de prendre un recul critique par rapport à cette thèse. Tout d'abord, le niveau des salaires correspondant à la mise en œuvre de cette production relocalisée sera très vraisemblablement supérieur à ceux des pays jusque-là exportateurs. Nous avons vu auparavant que la Chine était particulièrement visée par ce projet protectionniste de la deuxième administration Trump. A l'automne de cette année, les spécialistes des relations industrielles internationales tablaient sur le fait que l'Empire du Milieu concentrerait un peu plus de 43% de l'emploi industriel dans le monde en 2050 (contre 31,6% en 2019¹⁵). De surcroît, les experts s'attendaient, avant l'arrivée de Donald Trump, à ce que cette part progresserait bien davantage au cours de la deuxième moitié de ce siècle.

Il apparaissait, de surcroît, à cette époque que la Chine serait l'un des seuls Etats dans le monde à connaître une progression du volume total de ses emplois industriels. A l'inverse, les économies avancées (États-Unis, Japon et Union européenne) devraient voir leur part dans l'emploi industriel mondial diminuer. Il était attendu que celle-ci baisse inexorablement et passe de 11,4% aujourd'hui à 8,3% d'ici un peu plus de 25 ans. Ces pronostics tablant sur une tendance profonde à la désindustrialisation avait été produits par le Centre pour le développement mondial (CGD) de Washington à l'automne de cette année¹⁶. On peut toujours anticiper que cette diminution sera moindre à l'avenir si des politiques protectionnistes

¹⁵ Chukwuma Onwe, J, Ullah, E, Ansari, MA, Sahoo, M, Dhayal, KS, Industrialization meets sustainability: Analysing the role of technological innovations, energy efficiency and urbanisation for major industrialized economies, *Journal of Environmental Management*, Volume 372, Article 1232972024, 2024.

¹⁶ La Tribune, La Chine concentrera la majorité de l'emploi industriel mondial en 2050, édition mise en ligne du 30 octobre 2023.

s'imposent à l'avenir mais en attendant, se couper des productions d'un acteur industriel de la taille de la Chine ne pourra qu'entraîner une hausse du niveau général des prix.

De surcroît, il ne suffit pas d'augmenter les droits de douane pour qu'une production industrielle surgisse comme par enchantement. La tendance à la désindustrialisation des pays de l'OCDE s'est soldée par la disparition de dizaines de millions de postes de techniciens qualifiés en Europe et aux Etats-Unis. En fait, la pénurie de main-d'œuvre industrielle qualifiée couve déjà depuis un demi-siècle aux Etats-Unis. A force de délocaliser des productions, certaines compétences n'ont plus été transmises. Cette remarque vaut pour tous les pays de l'OCDE. Il y a un peu plus de vingt ans, le journal économique français (L'Echo) tirait la sonnette d'alarme. On croirait lire un tract syndical se plaignant du caractère particulièrement « grave » des pertes de compétences que l'on pouvait déjà constater en 2003 dans certains secteurs et qui se traduisaient par « un appauvrissement du tissu industriel »¹⁷. Les effets de cette perte de capital humain se font cruellement ressentir aujourd'hui. Le constat est sans appel. En France, s'il est avéré que le potentiel de réindustrialisation du tissu économique national est important, il n'en reste pas moins qu'il est structurellement gêné aux entournures par une pénurie de talents pour ce qui est des métiers industriels. Le nombre d'emplois industriels vacants dans l'Hexagone s'est dramatiquement accru entre 2017 et 2022, pour atteindre environ 60.000 postes de travail. Cela représentait un manque à gagner annuel de 4,8 milliards d'euros de valeur ajoutée¹⁸. Aux Etats-Unis, le seul secteur automobile, pour ne prendre qu'un exemple, peine à trouver chaque année 100.000 nouveaux techniciens qualifiés pour maintenir sa production.

Des décennies de suppression d'emplois dans les industries, en raison de différentes vagues de restructuration couplées à des mouvements de délocalisation de la production, ont fini par persuader les jeunes Américains et leurs familles que les formations correspondant à des postes d'ouvrier qualifié ne leur offraient plus aucune perspective d'avenir. On retrouve le même phénomène existe en Belgique et un peu partout au sein des pays développés.

Il en résulte une profonde difficulté aujourd'hui au sein de pratiquement tous les pays de l'OCDE à trouver des talents sur place. Pour en revenir aux promesses de campagne de Donald Trump, si les vannes de l'immigration sont fermées et que de surcroît, la nouvelle politique commerciale du pays impose de devoir produire plus, il faut fatalement s'attendre à des retards dans la mise en œuvre des projets ainsi qu'à un accroissement, parfois important dans certaines industries, des coûts de production¹⁹. Il ne faut pas se voiler la face. Cette configuration n'augure rien de bon pour ce qui est de la lutte contre l'inflation.

¹⁷ Les Echos, La France face à la désindustrialisation, édition mise en ligne du 16 juin 2003.

¹⁸ France Stratégie, Quels métiers en 2030 ?, Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications], mars 2022.

¹⁹ Forbes, The Crisis Under The Hood: America's Skilled Labor Shortage, article mis en ligne le 24 août 2024.

Parallèlement, la baisse des impôts que propose le nouvel exécutif en place à Washington va approfondir le déficit tout en dopant la demande intérieure. L'envolée de la consommation qui résultera de cet allègement de la charge fiscale devrait sans aucun doute doper la croissance américaine à brève échéance, spécialement si la nouvelle administration décide d'encourager fortement l'exploitation du pétrole et du gaz de schiste pour pouvoir disposer de sources d'énergie à bon marché. En revanche, il n'est en rien acquis que la politique économique que se propose d'appliquer Donald Trump puisse soutenir la croissance du pays sur le long terme. En effet, les répercussions plus larges sur l'économie mondiale du programme économique trumpiste inquiètent, à juste titre, le Fonds Monétaire International (FMI). Le FMI prévoyait initialement une croissance de 3,2% pour l'économie mondiale cette année et l'année prochaine mais depuis la victoire de Donald Trump, le Fonds indique que des droits de douane plus élevés sur une part substantielle du commerce mondial d'ici le milieu de l'année prochaine pourraient réduire de 0,8 % la production en 2025 et de 1,3 % celle de 2026. Par conséquent, c'est en 2027 que les Etats-Unis subiront les effets en retour de leur propre politique protectionniste.

Le FMI note également que des droits de douane plus élevés déclencheront des guerres commerciales qui appauvrissent l'ensemble des économies impliquées dans le conflit et partant, l'économie mondiale dans son ensemble. En tout état de cause, on observe une très forte augmentation du nombre de mesures de distorsion des échanges liées à des mesures de type protectionniste mises en œuvre par les Etats au cours des cinq dernières années (1.000 en 2019 contre 3.000 aujourd'hui). Or, on observe que la croissance mondiale a bien baissé entre 2022 et les années 2023 et 2024 en passant de 3,5 à 3%. Pour autant, on ne peut guère parler d'effondrement non plus. La corrélation avec les mesures protectionnistes s'avère moins tranchée qu'il n'y paraît de prime abord. En effet, il faut tenir compte du fait qu'à partir de 2022, la baisse du niveau de la croissance est principalement liée à la fin de l'effet de récupération économique liée à l'abrogation des mesures de confinement. Il suffit, pour s'en convaincre, de scruter les taux de croissance mondiale à cette époque. Alors que les économies mondiales avaient été placées sous cloche en 2020, le taux de croissance du PIB mondial cette année-là fut de -2,93% et la réouverture de 2021 s'est soldée par une croissance de l'économie mondiale de 6,26%²⁰. Il s'agissait là d'un chiffre exceptionnel qui ne pouvait que diminuer par la suite.

On ne suivra donc pas nécessairement le FMI dans ses analyses unilatéralement favorables au libre-échange. En revanche, il convient d'analyser l'impact potentiel des mesures protectionnistes projetées par l'équipe Trump à travers le prisme des incidences sur l'économie chinoise. La croissance de cette dernière constitue un paramètre tout-à-fait fondamental de la conjoncture économique mondiale. La Chine est aujourd'hui la première puissance économique mondiale si l'on ajuste son PIB au dollar en tenant compte du fait qu'avec un dollar en poche, on peut y faire plus de choses qu'aux Etats-Unis. On parle, dans ce cas, d'un PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat. En tenant compte de cette notion de

²⁰ Banque mondiale, croissance du PIB mondial, décembre 2024.

parité de pouvoir d'achat, le PIB de la Chine en 2023 était de 37.070 milliards de dollars et de 29.170 milliards de dollars aux Etats-Unis²¹. Voyons à présent quelle place occupe la Chine par rapport à l'économie américaine. En 2022, la Chine représentait 17,7% des importations américaines. C'était d'ailleurs le premier pays d'importation pour Washington²². Cette importance permet sans aucun doute d'ailleurs de relativiser la portée des menaces de la nouvelle administration Trump.

Si l'on s'attend généralement à ce que Trump augmente les tarifs douaniers au cours de son deuxième mandat, le rythme et la manière dont ces barrières protectionnistes seront mises en œuvre restent dans une grande mesure encore à déterminer. On peut supposer que l'idée d'une barrière tarifaire de 60 % constitue un point de départ pour d'éventuelles négociations plutôt qu'un chiffre gravé une fois pour toutes dans le marbre. A ce propos, chacun se souviendra que la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis qui a éclaté durant le premier mandat de Donald Trump s'est conclue par une trêve après la conclusion d'un accord voyant la Chine augmenter ses importations de produits agricoles américains. En fait, et c'est une évidence, il existe deux solutions pour réduire le déficit commercial entre les États-Unis et la Chine : soit en réduisant les exportations chinoises vers les États-Unis, soit en augmentant les importations chinoises de produits américains. Compte tenu de l'impact nettement moindre sur l'inflation et la croissance, on conviendra que la deuxième solution est la plus favorable à la fois pour Pékin et pour Washington.

A contrario, si la menace de droits de douane de 60% est appliquée au pied de la lettre par la nouvelle administration Trump en dépit des avertissements en provenance de la Banque mondiale, du FMI et de l'OCDE, il est indéniable qu'une barrière tarifaire de cette importance exercera un impact profondément déprimant sur le volume des exportations chinoises à destinations des États-Unis. Et c'est ici que pourrait se démontrer de manière assez éclatante que les Etats-Unis ne sont plus la puissance mondiale capable de déterminer à elle-seule la marche du monde. En effet, les États-Unis sont également devenus progressivement une destination d'exportation moins importante pour l'Empire du Milieu depuis la première guerre commerciale menée par Donald Trump en 2018. C'est ainsi que les exportations vers les États-Unis sont passées de 18,2% du volume total des exportations de Pékin en 2019 à 14,3 % au début de l'année 2024. Autrement dit, la Chine, si l'accès au marché états-unien lui est bloqué, fera face à une surproduction mais elle dispose aujourd'hui des moyens de financer un certain nombre de ses partenaires commerciaux du Sud global afin d'écouler sa production excédentaire. Il va de soi qu'un tel mouvement de solvabilisation de clients à l'extérieur ne peut s'effectuer que via la généralisation de l'usage du yuan à travers le monde. Nous avons vu que dans ce cas de figures, Washington est prêt à couper l'accès de son marché intérieur aux pays qui commerceront en yuan avec la Chine.

²¹ IMF, World Economic Outlook Database, octobre 2024.

²² The Observatory of Economic Complexity, United States, Imports (2022).
Uri: <https://oec.world/en/profile/country/usa>.

Seulement voilà, si l'on regarde de plus près les statistiques du commerce extérieur américain, on va réaliser qu'il s'agit là d'une menace en l'air. En effet, si la Chine entend solvabiliser avec des crédits libellés dans sa devise nationale la consommation de partenaires africains et sud-américains, l'impact d'une fermeture de l'accès au marché américain sera sans effet sur ces pays puisqu'ils ne sont déjà plus guère présents dans les importations américaines. Prenons le cas d'un grands pays faisant partie des BRICS, à savoir le Brésil. En 2022, la part de ses exportations brésiliennes à destination des Etats-Unis représentait 10,7% du volume total de ses exportations. L'Amérique latine, y compris le Mexique, équivalait à près de 13% de ce volume total. Autrement dit, le développement de l'Amérique latine et de la Chine exercera à moyen terme plus d'impact sur la croissance du Brésil que la politique commerciale de Washington²³. Pour l'Afrique qui regorge des matières premières dont l'atelier chinois du monde est très demandeur, la menace des Etats-Unis est encore moins effrayante. En effet, les exportations de toute l'Afrique vers les USA portaient sur un montant de 40 milliards de dollars au cours de l'année 2023 contre 109 milliards en ce qui concerne l'Empire du Milieu²⁴.

Ces chiffres disent clairement à quel point aujourd'hui le développement de l'Afrique passe plus fondamentalement par Pékin que par Washington. Les rodomontades menaçantes de Donald Trump ne pourront rien contre cet état de choses. On peut cependant imaginer, même si cela ne semble guère rationnel (mais peut-on miser exclusivement sur la rationalité dans le cas de l'administration Trump?) que les Etats-Unis décident de cibler la production des entreprises chinoises à l'extérieur de façon à empêcher le rayonnement des industries chinoises à l'étranger. La chose n'a rien de théorique puisqu'elle a déjà été évoquée à propos de la production au Mexique de voitures électriques chinoises. A ce sujet, force est de reconnaître que rien n'est encore clair. Dans quelle mesure d'ailleurs, ce type de restrictions est-il praticable sans impliquer des pays tiers au conflit commercial (et politique) entre la Chine et les Etats-Unis? Et si c'est le cas, dans quel mesure ces évolutions pourraient-elles déboucher sur des rétorsions de la part de la Chine. On peut, en tout état de cause, supposer que la Chine ripostera sans aucun doute déjà si les États-Unis imposent des droits de douane agressifs. La réponse chinoise sera d'autant plus vigoureuse si des pays tiers sont impliqués puisqu'une telle manœuvre de la part de Washington matérialiserait la volonté d'empêcher l'extension de l'aire d'influence des Chinois.

Il ne faut d'ailleurs pas croire que Pékin ne dispose pas d'armes de rétorsion à sa disposition. Certaines productions américaines pourraient d'ailleurs souffrir si la partie chinoise décidait pour se défendre d'imposer à son tour des droits de douane. On songera tout particulièrement aux produits agricoles, aux produits chimiques et pharmaceutiques, à certains minéraux ainsi que les machines et appareils mécaniques. En effet, en 2022, la Chine importait pour 28 milliards de dollars de produits agricoles (de la fève de soja aux fruits et légumes), 32

²³ The Observatory of Economic Complexity, Brazil, Exports (2022), Url: <https://oec.world/en/profile/country/bra>.

²⁴ Global Finance, Africa's Chinese Trade Tie-Up, 8 octobre 2024.

milliards de machines et 15 milliards de productions chimiques²⁵. Autrement dit, rien qui ne puisse provenir d'un autre fournisseur. On songera évidemment au Mercosur pour ce qui est des productions agricoles et à l'Allemagne en ce qui concerne l'équipement mécanique et la chimie.

Une hégémonie en crise et des Européens aux abois

Certes, si les droits de douane sont importants, ce mouvement est également susceptible de provoquer une remontée de l'inflation en Chine. Mais même de ce point de vue, la partie chinoise est d'évidence moins à plaindre que les Etats-Unis. En effet, la Chine populaire souffre non pas d'un problème d'inflation mais flirte, au contraire, avec la déflation. Par exemple, les prix à la consommation en Chine ont augmenté moins fort que prévu en novembre de cette année, soit une hausse des plus modérées (plus précisément, 0,2% sur un an). Les observateurs s'attendaient à une légère hausse de l'indice des prix à la consommation de l'ordre de 0,5% en novembre par rapport à l'année dernière, contre 0,3% en octobre. En Chine, l'inflation n'a vraiment rien d'un problème grave. C'est ainsi que l'indice des prix à la production chinois a diminué au cours de cette année. Pour sa part, l'inflation sous-jacente, qui exclut la volatilité des prix des produits alimentaires et des carburants, a augmenté de 0,3% en novembre contre 0,2 % en octobre. Ces chiffres prouvent qu'une remontée de l'inflation aurait des conséquences autrement plus problématiques pour Washington que pour les Chinois.

A travers ces exemples, on peut pressentir l'avènement de Trump moins comme un témoignage d'une Amérique à nouveau grande et forte que comme une crise de son hégémonie. D'un point de vue économique (mais ce n'est évidemment pas la seule dimension pertinente pour interroger ce déclin relatif), cette crise correspond à un état de dépendance de la part des Etats-Unis à l'égard de l'extérieur pour ce qui est du financement de son économie, comme en témoigne l'importance de ses déficits (commercial comme budgétaire) et partant, de sa dette publique. Cette dernière, par exemple, est passée de 106,6% en 2019 à 126,3% du PIB en 2020. Jusque-là, rien de bien étonnant. Au moment de la pandémie, le taux de croissance du PIB a chuté de 2,2% et des budgets de relance ont été programmés quitte à creuser le déficit public. Sans ce pilotage de l'économie, la récession eût été encore plus profonde. La chose est entendue. Par la suite, l'économie américaine a, comme nous l'avons vu auparavant, renoué avec la croissance. Néanmoins, l'endettement public n'a pas baissé de façon spectaculaire puisqu'il est passé à 123,8% du PIB en 2021 et 121,9% en 2022. Depuis, il a à nouveau augmenté et représentait 122,3% du PIB du pays au terme de l'exercice 2023. Or, il se trouve, et c'est là un signe de crise hégémonique, que le programme de la nouvelle administration Trump va très vraisemblablement aggraver les données du côté de la dette publique états-unienne.

Un rapport du Comité non partisan Committee for Responsible Federal Budget a révélé durant la campagne que l'ancien président Donald Trump et la vice-présidente Harris s'apprêtaient à

²⁵ The Observatory of Economic Complexity, China, Imports (2022), Url: <https://oec.world/en/profile/country/chn>.

sérieusement aggraver la dette nationale afin de financer leurs promesses. Le plan économique de Donald Trump devrait très vraisemblablement se solder par une dette supplémentaire de 7.500 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie tandis que les propositions de Harris auraient coûté au gouvernement la moitié de cette somme, soit environ 3.500 milliards de dollars²⁶. Les lignes qui vont suivre vont permettre de mieux situer l'état de dépendance des Etats-Unis à l'égard de sources de financement externes.

En 2023, la dette publique des Etats-Unis représentait un montant global de 34.110 milliards de dollars. En part du PIB, cet endettement public représentait 120%. Ce même ratio « dette publique/PIB » pour la Belgique était de 106,5%. A droite, ce chiffre est présenté comme une faillite potentielle de l'Etat belge. En revanche, alors qu'elle est supérieure aux Etats-Unis, cette variable n'affole guère nos néolibéraux de service. Nous reviendrons sur cet aspect de la question par la suite. En tout état de cause, si l'on décompose la dette états-unienne en fonction de qui la possède, on voit qu'elle est très majoritairement domestique car elle est détenue à près de 75% par des acteurs privés ou public états-uniens²⁷.

Le dernier quart est la propriété de pays étrangers (certains plutôt hostiles comme la Chine et d'autres très alliés comme le Japon ou le Royaume-Uni). La Chine ne possédait que 2% du volume de cette dette publique. Peut-on en conclure qu'aucune pression ne pourrait porter atteinte au prestige de la dette US?

Certes, le dollar continue à rester la devise de référence du commerce international. Pourtant, la dette US ne bénéficie plus du même degré de sécurité que par le passé. C'est ainsi que le 10 novembre 2023, Moody's Investors Service a abaissé sa perspective sur la note de crédit des États-Unis de « stable » à « négative ». Même si Moody's a réaffirmé la meilleure notation de crédit du pays (c'est-à-dire AAA), la perspective négative correspond à un risque accru de dégradation de cette cote au cours des deux prochaines années. Les deux autres grandes agences de notation de crédit, Standard & Poor's (S&P) et Fitch Ratings, ont déjà abaissé la note du pays : S&P en 2011 et Fitch il y a quelques mois à peine.

Moody's a avancé deux raisons principales pour justifier la dégradation de la perspective. D'une part, un souci s'est manifesté en ce qui concerne l'accessibilité à de nouvelles sources de financement. En effet, la hausse des taux d'intérêt a entraîné une augmentation rapide du coût de financement de la dette. De ce fait, sans politiques mises en place pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la dette, Moody's prévoit que les déficits fédéraux resteront très importants au cours des années à vivre. D'autre part, l'agence Moody's a pointé la polarisation politique régnant aux Etats-Unis comme état un facteur susceptible de compliquer la capacité des décideurs politiques à mettre en œuvre des solutions aux défis budgétaires du pays. Des exemples de polarisation conduisant à une incapacité à gouverner ont été mis en avant par Moody's comme la lutte des Républicains de la Chambre pour élire un président, les

²⁶ Committee for Responsible Federal Budget, The Fiscal Impact of the Harris and Trump Campaign Plans, 20 octobre 2024. Url: <https://shorturl.at/xJKex>. Date de consultation: 16 décembre 2024.

²⁷ US Department of The Treasury, février 2024.

menaces de fermeture partielle des administrations et l'impasse politique autour du débat sur le plafond de la dette en juin.

Lorsque S&P a abaissé la note de crédit de la dette publique états-unienne il y a déjà de cela plus de dix ans, c'était après avoir déploré un affaiblissement de l'efficacité, de la stabilité et de la prévisibilité des décisions politiques et des institutions politiques américaines en plus de l'absence d'un plan de stabilisation budgétaire crédible à moyen terme. La récente dégradation du fait de Fitch Ratings faisait également état de la dette élevée et croissante du pays, de l'absence de plan pour s'attaquer aux causes de cet endettement de plus en plus lourd et de l'érosion de la bonne gouvernance. En fait, les agences de notation évaluent la capacité et la volonté d'un emprunteur à réaliser un défaut de paiement sur ses passifs. Aujourd'hui, les trois principales agences de notation ont abaissé leurs notes ou leurs perspectives concernant la dette américaine. Ces avertissements sérieux et crédibles devraient envoyer un message fort aux décideurs politiques quant à la nécessité de s'attaquer à la trajectoire budgétaire insoutenable des finances publiques du pays.

Donald Trump ne l'entend manifestement pas de cette oreille. Par conséquent, les coûts de financement des Etats-Unis sur les marchés en termes réels ne vont donc pas baisser dans les mois qui viennent²⁸.

A ce propos, force est de constater que les pressions exercées par Donald Trump sur la Fed pour que cette dernière baisse ses taux directeurs pourraient s'avérer déstabilisantes pour la crédibilité de l'économie américaine. En effet, la Fed est indépendante du pouvoir présidentiel. Le nouveau président, fort de son succès électoral, va sûrement pointer du doigt la banque centrale de son pays, et en particulier son président, Jerome Powell, que Trump a pourtant nommé lui-même à la tête de la Fed. Au cours de son premier mandat, Trump a ridiculisé publiquement et à plusieurs reprises la Fed de Powell, se plaignant du maintien de taux d'intérêt trop élevés.

La virulence de Donald Trump durant la campagne contre Powell a suscité une inquiétude généralisée quant à la possibilité d'une ingérence politique dans l'élaboration des politiques de la FED. Au début du mois de décembre, Powell a rappelé l'importance de l'indépendance de la Fed estimant que cela lui « donnait la capacité de prendre des décisions dans l'intérêt de tous les Américains à tout moment, et non pour un parti politique ou un résultat politique en particulier »²⁹. Il semble donc inévitable que des conflits éclatent au cours des quatre prochaines années entre la direction politique des Etats-Unis et la banque centrale. Ces choses se produisent très rarement tant le monde des banquiers centraux est habitué à la discrétion. D'un point de vue macroéconomique, les propositions de Trump visant à réduire les impôts et à imposer des droits de douane élevés sont, comme nous l'avons vu, de nature à maintenir

²⁸ Peter G Peterson, Moody's Lowers U.S. Credit Rating to Negative, Citing Large Federal Deficits, 5 janvier 2024. Url: <https://shorturl.at/5R0gd>. Date de consultation: 18 décembre 2024.

²⁹ Wall Street Journal, Powell Says Economic Strength Gives Fed Ability to Take Time on Rate Cuts, édition mise en ligne du 4 décembre 2024.

l'inflation à un niveau très élevé puisque l'économie états-unienne fonctionne quasiment à pleine capacité. Vu son indépendance, si l'inflation reprend de plus belle dans les mois qui viennent, la Fed maintiendra des taux d'intérêt élevés³⁰.

Plus précisément, Powell ne réduira pas nécessairement les taux au niveau désiré par Trump. Pire encore, la remontée prévisible de l'inflation pourrait même conduire la Fed à revoir la profondeur de la baisse des taux prévue pour 2025. Le relèvement des tarifs douaniers, même s'il est plus modeste que ce qui a été annoncé durant la campagne, aggravera l'inflation. Et si les réductions d'impôts sur les pourboires et les heures supplémentaires – une autre promesse de Trump – accélèrent la croissance économique, ce regain pourrait également attiser, d'un autre côté, les pressions inflationnistes outre-Atlantique. La Fed réagirait alors en limitant fortement ou en arrêtant ses baisses de taux, contrecarrant ainsi les promesses de Trump de baisser les taux d'emprunt. La banque centrale pourrait même aller jusqu'à augmenter ses taux si l'inflation devait évoluer en s'aggravant.

En tout état de cause, si des baisses de taux intervenaient dans les mois à venir, il est clair qu'elles ne modifieraient pas considérablement les coûts d'emprunt pour les consommateurs et les entreprises. S'il est vrai que le taux directeur à court terme de la Fed peut influencer les taux des cartes de crédit, des petites entreprises et de certains autres prêts, il n'exerce, en revanche, aucun contrôle direct sur les taux d'intérêt à long terme. Il s'agit notamment du rendement des bons du Trésor à 10 ans, qui détermine directement le niveau des taux hypothécaires. Le rendement des bons du Trésor à 10 ans est lié aux attentes des investisseurs en matière d'inflation future, de croissance économique et de taux d'intérêt, ainsi que par l'offre et la demande de bons du Trésor. Si les anticipations d'inflation et de croissance augmentent simultanément, le niveau des taux d'intérêt dans le secteur hypothécaire sera revu à la hausse. C'est ainsi qu'au mois de septembre de cette année, lorsque la Fed a baissé ses taux directeurs, les taux d'intérêt à 10 ans non seulement n'ont pas baissé mais au contraire, ils ont recommencé à augmenter en prévision d'une croissance économique plus importante que ce qui était initialement prévu³¹. Des mouvements de ce genre impactent négativement la capacité d'accession à la propriété de nombreux ménages américains. Pour l'électorat trumpiste, ce type de nouvelles fera l'effet d'une douche froide.

Si le conflit devient particulièrement âtre entre la Maison-Blanche et la Fed, les attaques persistantes auront tendance à saper la réputation d'indépendance politique de la Fed, qui est d'une importance cruciale pour contenir l'inflation. En effet, pour lutter contre l'inflation, une banque centrale doit souvent prendre des mesures qui peuvent s'avérer franchement impopulaires, notamment en augmentant les taux d'intérêt pour ralentir les emprunts et les dépenses. Dans tous les pays du monde, la classe politique souhaite généralement que les banques centrales fassent le contraire, c'est-à-dire maintenir des taux bas pour soutenir l'économie et le marché du travail, en particulier avant les élections. Dans le passé, des

³⁰ Ibid.

³¹ Time, Why Trump and the Federal Reserve Could Clash in the Coming Years, 5 septembre 2024. Url: <https://shorturl.at/gxzI6>. Date de consultation: 18 décembre 2024.

recherches ont d'ailleurs démontré que les pays dotés de banques centrales indépendantes connaissent généralement une inflation plus faible.

Même si Trump n'oblige pas la Fed à baisser ses taux directeurs, ses critiques persistantes pourraient quand même troubler l'action de la banque centrale américaine. Si les marchés, les économistes et les chefs d'entreprise pensent que la Fed n'agit plus de manière indépendante et qu'elle se laisse bousculer par le président, ils perdront confiance dans la capacité de l'institution à contrôler l'inflation. Or, lorsque les consommateurs et les entreprises anticipent une inflation plus élevée, ils agissent généralement de manière à alimenter la hausse des prix (en accélérant leurs achats, par exemple) avant que les prix n'augmentent davantage. Dans le cas des entreprises, l'inflation a tendance à s'autoalimenter via le mécanisme suivant. Chaque acteur sur le marché, puisqu'il anticipe une augmentation de ses prix de revient, va augmenter ses prix finaux pour maintenir son taux de profit. A un niveau individuel, cette stratégie est parfaitement rationnelle. A un niveau macro, elle s'avère cependant peu fonctionnelle. En effet, si tous les agents présents sur un marché national agissent de la sorte, le niveau global des prix augmente. Ce faisant, les taux de profit reculent tant ils sont pompés par l'augmentation généralisée des prix de revient. De ce fait, l'inflation a tendance à s'autoalimenter.

On observe que la confiance dans une devise est historiquement liée, entre autres choses, à sa capacité à endiguer les vagues inflationnistes. Dans ces conditions, un conflit entre la Fed et la présidence ne plaide guère pour un renforcement de la présence du dollar au sein de l'économie internationale. Dans un contexte de fort endettement public, l'exposition devant le monde entier de contradictions et divergences aussi profondes ne peut que déboucher sur une perte de la confiance dans le dollar en tant que pierre angulaire du commerce international. Cela ne signifie pas évidemment que le billet vert va purement et simplement disparaître du jour au lendemain. Des évolutions aussi fondamentales dans le domaine monétaire prennent nécessairement du temps. En revanche, puisque la confiance s'avère une condition indispensable pour ce qui est du statut d'une monnaie à l'échelle internationale, si les États-Unis sapent la confiance dans le dollar en tant que monnaie de référence mondiale, ils provoqueront l'accélération dans la recherche d'alternatives par les autres États du monde. C'est ainsi que l'ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, actuelle présidente de la Nouvelle Banque de développement (la banque des BRICS), s'est engagée à trouver des moyens permettant d'éviter de dépendre d'un seul pays et de sa devise. Dans le même ordre d'idées, le ministre brésilien des Finances a récemment appelé à créer une monnaie unique sud-américaine sur le modèle de l'euro.

Petit à petit, le monde se dédollarise donc. Même l'Union européenne a récemment montré des signes de volonté d'échapper à la domination du dollar. Le ministre allemand des Affaires étrangères a appelé à un nouveau système de paiement basé dans l'UE, indépendant des États-Unis et du système de paiement SWIFT, et qui n'impliquerait pas de paiements en dollars. Certes, pour l'heure, le dollar et le système de paiement en dollars restent largement dominants. Selon la dernière enquête triennale de la Banque des règlements internationaux, le dollar faisait partie, en 2022, de 88% de toutes les transactions internationales. Ce

pourcentage n'est que légèrement inférieur à celui de 1989, ce qui témoigne de la résilience du billet vert. Dans le même temps, l'euro représente 31% des transactions internationales, le yen 17%, la livre sterling 13%, et le renminbi (RMB), la devise de la Chine, 7% (contre 4 % en 2019). En tant que part des réserves de change mondiales, le dollar représente désormais environ un niveau de 60%, contre 72% en 2000. Au cours de cette période, la part du RMB est passée de 0 à 2,6%³².

De ce point de vue, la montée de la Chine dans les affaires monétaires mondiales relève encore largement d'une perspective de long terme. En revanche, il en va tout autrement pour ce qui est de la production industrielle. Là encore, les chiffres traduisent une perte d'influence particulièrement impressionnante de la part des Etats-Unis. De 2022 à 2029, la part de la Chine dans la richesse globale passera de 18,4 à 19,6%. Il s'agit là d'une augmentation moins marquée que par le passé. C'est évident. En revanche, ce que l'on voit moins, c'est que la part des Etats-Unis dans le PIB mondial va, pour sa part, diminuer et passera sur la même période de 15 à 14,2%³³. Cette tendance ne renforcera guère le pouvoir de négociation de l'Administration Trump face à la Chine dans l'hypothèse d'un bras de fer commercial avec Pékin.

Pour les Européens, en revanche, le poids de la puissance américaine va se faire cruellement ressentir d'une façon très particulière. En réalité, nous allons surtout devoir affronter les conséquences sur le Vieux Continent de la volonté de désengagement des Etats-Unis de leur façade atlantique. Les tendances isolationnistes des Etats-Unis, qui recentrent leurs forces sur leur côte pacifique pour mieux se mesurer à la Chine, signifient que la fin de l'hégémonie états-unienne devient déjà une réalité dans certaines parties du monde. C'est ce qui explique en Europe ce regain d'agressivité de la Russie. Le conflit en Ukraine n'aurait jamais démarré si des troupes US avaient été dépêchées sur place dès l'élection de Volodymyr Zelensky. Les relations entre l'Union européenne et Moscou resteront sans doute marquées pendant longtemps du fait de l'invasion de l'Ukraine. Cependant, le parapluie militaire américain ne sera plus aussi généreux qu'autrefois pour les Européens.

La chose est d'ailleurs très claire dans le discours de Donald Trump qui presse ses partenaires européens d'augmenter leur contribution au budget de l'OTAN. Alors que les pressions austéritaires se manifestent aux quatre coins du Vieux Continent, la perspective d'une augmentation des budgets militaires n'a rien, bien entendu, d'une bonne nouvelle. Pour fixer des ordres de grandeur, Andrius Kubilius, le nouveau commissaire européen à la défense, estime que le nouvel effort de défense européen s'élèvera à 500 milliards d'euros au cours de

³² Robert H. Wade, The beginning of the end for the US dollar's global dominance, 29 février 2024. London School of Economics (blog), Url: <https://shorturl.at/Qjxkf>. Date de consultation: 18 décembre 2024.

³³ IMF (database), GDP based on PPP, share of world (Percent of World, China and USA, décembre 2024.

la prochaine décennie. Hélas, les caisses sont vides. Si cet objectif budgétaire est maintenu, l'effort budgétaire que va requérir cet effort est colossal³⁴.

D'un point de vue économique, la victoire de Trump revêt la forme d'un véritable cauchemar économique pour les Européens. Le deuxième mandat du magnat new-yorkais frappe, en effet, l'économie européenne à un moment moins favorable que le premier. En 2017, l'économie européenne était, en effet, relativement solide. Cette fois, elle connaît une croissance anémique et lutte contre une impressionnante perte de compétitivité. L'imminence d'une nouvelle guerre commerciale avec des droits de douane de 10 à 20% sur les produits européens pourrait faire basculer l'économie de la zone euro de la situation actuelle de croissance atone à un scénario récessif marqué.

Tout d'abord, l'Allemagne, qui dépend fortement de son commerce avec les Etats-Unis, sera particulièrement touchée par les droits de douane sur les importations automobiles européennes aux Etats-Unis. Ensuite, l'incertitude quant à la position de Trump à l'égard de l'Ukraine et de l'OTAN pourrait compromettre les indicateurs de confiance économique récemment stabilisés dans la zone euro. Enfin, la déréglementation des secteurs technologique et financier renforcera les règles du jeu en faveur des Etats-Unis au détriment des Européens, dont la compétitivité sera d'autant plus mise à mal dans ces domaines. A ce propos, on imagine guère la Commission européenne mettre en œuvre une réglementation des GAFAM³⁵ alors que Donald Trump est prêt à agiter le chantage de la protection militaire US pour faire danser les Européens comme il siffle.

On peut, non sans ironie, se demander si avec ce genre d'allié, l'Union européenne a encore besoin d'ennemis. A ce propos, les dirigeants européens, qui tablaient tous sur une victoire de Kamala Harris, affirment être prêts à affronter une seconde présidence trumpiste. On peut cependant en douter.

Prenons le cas des mesures potentielles de représailles commerciales contre les Etats-Unis. Jusqu'à présent, aucun projet de mesures de rétorsions, même symboliques, n'a transpiré dans la presse. C'est peut-être une indication que jusqu'à présent, la Commission n'a pas encore formulé de stratégie claire de contre-attaque.

En fait, Trump frappe l'Europe dans une période non seulement de crise économique mais également d'instabilité politique. Durant le premier mandat de Trump, Emmanuel Macron et Angela Merkel avaient construit un axe politique fort entre Paris et Berlin. Aujourd'hui, la France fait face à une remise en cause pour le moins profonde de ses institutions et le gouvernement allemand vient de tomber. On ne peut guère dire que le couple franco-allemand permettra de constituer un rempart solide contre les coups de boutoir de la nouvelle

³⁴ La Tribune, édition mise en ligne du 7 décembre 2024. Url : <https://shorturl.at/uztzn>. Date de consultation: 19 décembre 2024.

³⁵ Le terme « GAFAM » désigne l'acronyme correspondant à l'initiale des multinationales US du secteur des technologies de l'information et de la communication. Ces 5 lettres font référence aux cinq plus grosses entreprises du secteur, soit Google, Apple, Facebook, Amazon, et Microsoft.

administration états-unienne. Ces éléments sont évidemment de nature à semer le doute sur la capacité de l'Europe à trouver des réponses adéquates aux défis que le retour en force de Trump ne vas pas manquer de lui poser à très brève échéance.

En attendant, tout se passe comme si les Etats européens qui subissent de terribles cures d'austérité dégageaient actuellement des surplus permettant de financer les déficits américains. Les chiffres sont, de ce point de vue, imparables. Alors que la Chine se désengage de la dette états-unienne avec un volume de possession qui est passé de 859,3 à 816,3 milliards de dollars entre janvier et décembre 2023, on voit que les alliés traditionnels de l'Oncle Sam ont été mis à contribution. C'est ainsi que la Chine populaire n'est plus le premier détenteur de la dette des Etats-Unis. Pékin a, en effet, été détrôné par le Japon dont le volume de dette publique US est passé de 1.102.9 à 1.136.7 milliards de dollars au cours de l'année dernière. Les augmentations à signaler pour ce qui est des pays européens sont particulièrement impressionnantes.

Pour la France (236,7 milliards de dollars en décembre 2023 contre 178,7 un an plus tôt), cette progression du volume détenu de dette publique US est de 32,5%. On signale un mouvement de même ampleur en ce qui concerne l'Irlande. Dans le cas de la Norvège, cette augmentation a été plus modérée mais reste importante (+21% en un an). Cette progression a, en revanche, été plus modeste dans le cas de l'Allemagne mais reste important (+13%). Le Royaume-Uni peut sans problème être qualifié de 51^{ème} Etat de l'Union puisqu'avec sa soixantaine de million d'habitants, il est devenu le troisième détenteur de dette US avec un portefeuille de 679,2 milliards de dollars en décembre 2023, soit une progression de 14% depuis un an. Les chiffres pour la Belgique sont faussés et difficiles à interpréter en raison de l'existence d'une société belge qui centralise l'imposante somme de ces titres américains pour un total de 314 milliards de dollars³⁶, un maigre montant comparé aux dizaines de milliers de milliards d'euros de transactions qu'elle enregistre chaque année. Il s'agit de la société Swift, basée dans le Brabant Wallon à La Hulpe pour être plus précis. Cette dernière désigne un système de messagerie électronique utilisé par les banques pour communiquer de façon sécurisée des instructions impliquant des transferts de fonds entre des comptes. Donc, c'est en Belgique, que des détenteurs de dette publique états-unienne situés dans le monde entier ont déposé leurs titres et c'est ici que sont enregistrés leurs paiements relatifs à la possession de ces derniers³⁷.

En définitive, du point de vue de la qualification de sa puissance, il est clair que les Etats-Unis sont en passe d'être déclassés sur le plan industriel. Concomitamment, mais cette fois à plus long terme, le dollar devra se résoudre à coexister avec d'autres devises. La chose est de plus en plus perceptible depuis la crise de 2008 qui aura finalement démontré à quel point le

³⁶ US Department of The Treasury, Major Foreign Holders of Treasury Securities (en milliards de dollars), décembre 2023.

³⁷ Pour plus de précisions, voir L'Echo, La Belgique n'a pas placé 300 milliards de dollars dans de la dette américaine, édition mise en ligne du 20 mars 2014.

modèle néolibéral financiarisé nord-américain était fragile. En revanche, personne ne peut nier que les Etats-Unis restent, et de loin, la première puissance militaire mondiale.

D'après les dernières données publiées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires mondiales ont crû pour la 9^{ème} année consécutive et atteint le niveau record de 2.443 milliards de dollars. L'année dernière, les dépenses militaires dans le monde ont connu un accroissement de 6,8% par rapport à l'année 2022. Cette progression est la plus importante en glissement annuel depuis 2009 et place les dépenses militaires dans le monde au niveau le plus élevé jamais enregistré par le SIPRI. En ce qui concerne la répartition par pays, les chiffres disponibles permettent de constater que les cinq principaux États en matière de dépenses militaires sont, par ordre décroissant, les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde et l'Arabie saoudite. Ces cinq pays représentaient à eux seuls l'équivalent de 61% des dépenses militaires mondiales l'année dernière. Les États-Unis, dont les dépenses se sont élevées à 916 milliards USD en 2023, ont connu une augmentation de 2,3% par rapport à 2022. De plus, le budget militaire mondial des Etats-Unis correspondait à 37% des dépenses militaires mondiales, loin devant la Chine (12%) et la Russie (4,5%)³⁸. La protection militaire US semble avoir son prix. C'est par cette question des dépenses militaires que nous allons aborder la question des répercussions concrètes chez nous de l'élection de Donald Trump.

Et chez nous du côté de la Belgique francophone?

Par exemple, les dépenses militaires en Belgique s'élevaient à 1,25 % du produit intérieur brut (PIB). Les partis négociant la formation de la coalition Arizona ont manifesté leur approbation unanime quant à la nécessité d'atteindre la norme fixée par l'Otan de 2% d'ici 2029. Pour parvenir à satisfaire à cet objectif de politique de défense, ils vont devoir trouver 4 milliards d'euros chaque année d'ici la fin de la législature³⁹.

Evidemment, ces 4 milliards ne seront pas disponibles pour autre chose, des politiques sociales par exemple sauf si évidemment, ce surcroît de dépenses est couvert par des recettes nouvelles pesant sur les épaules les plus larges, pour reprendre une formule abondamment utilisée dans le discours politique mais qui jusqu'à présent, s'est fort peu traduite dans le droit fiscal belge.

De surcroît il n'est en rien certain que les budgets militaires en Belgique soient nécessairement optimaux au sens d'efficaces, en raison précisément de l'importance de la protection militaire américaine en ces temps troublés marqués notamment par le retour de la puissance russe. L'efficacité économique compare des résultats atteints avec les ressources financières employées pour atteindre ces objectifs. Dans le cas qui nous occupe, l'efficacité économique des budgets militaire sera appréhendée en termes financiers.

³⁸ SIPRI Fact Sheet, TRENDS IN WORLD MILITARY EXPENDITURE (2023), avril 2024, p.3.

³⁹ L'Echo, L'Otan appelle à accroître les dépenses militaires. La Belgique tente de rassurer, édition mise en ligne du 4 décembre 2024.

A ce propos, est-on toujours sûr d'en avoir pour notre argent lorsque nous achetons du matériel militaire américain? En 2018, la coalition suédoise dirigée par Charles Michel avait préféré le F-35 au lieu du Rafale produit en France. Coût des opérations : 3,6 milliards d'euros. L'affaire avait suscité bien des polémiques à l'époque. Une fois n'est pas coutume, nous citerons un journal grand public guère réputé pour son aversion à l'endroit de la famille libérale et plus généralement, de la droite.

D'après cette source, le F-35, vendu comme une Ferrari des cieux, est sujet à de sérieux problèmes techniques et d'importants coûts additionnels liés à son exploitation. Pour de nombreux experts, il s'agirait du fiasco le plus coûteux de l'histoire du secteur aéronautique états-unien. Réputé pour ses qualités en ce qui concerne la guerre électronique offensive, l'avion américain pourrait encore réserver de mauvaises surprises à l'avenir puisque la probabilité qu'il soit victime de nouvelles avaries reste importante au point que les spécialistes n'hésitent pas à décrire le F-35 comme n'étant « pas encore au point [car] sa version initiale n'a pas été validée et on dénombre plus de 800 problèmes techniques dont 7 considérées comme critiques d'après les dernières données disponibles »⁴⁰.

L'achat de ce type de matériel ne peut que constituer une hypothèque pour l'avenir de la défense européenne, encore bien embryonnaire aujourd'hui. Le lien avec la protection de l'Oncle Sam peut et doit être posé dans la mesure où à l'époque de la commande, il n'y a pas eu de publication d'appel d'offres. Autrement dit, l'Etat belge a passé commande sans avoir pu déterminer au préalable l'efficacité réelle de la Ferrari des cieux.

Il se trouve qu'en 2008, la Norvège a passé commande de F-35 dans des conditions globalement similaires à la Belgique. Qu'observe-t-on 15 ans plus tard? Le Bureau du vérificateur général de Norvège (l'équivalent de notre Cour des Comptes) a repéré une explosion des coûts d'exploitation liés à la mise en œuvre de l'avion américain⁴¹.

En 2021, la Suisse⁴² et la Finlande⁴³ ont également opté pour le F-35. Nul doute que l'on reparlera de cette acquisition dans les années à venir. C'est que le F-35 a causé beaucoup de mécontentement auprès de certains gouvernements comme chez certains contribuables en raison du coût exorbitant de sa mise en œuvre. En 2017, le magazine Bloomberg (Etats-Unis) s'interrogeait sur le fait de savoir si le F-35 ne constituait pas une erreur à 1.000 milliards de dollars⁴⁴. Depuis, la facture n'a fait que s'alourdir. « Selon un rapport édifiant de l'U.S.

⁴⁰ DH-Les Sports, Coûts cachés, problèmes techniques en série, 50.000 euros l'heure de vol : F-35, la facture qui explose le mur du son aux frais du contribuable, édition mise en ligne du 28 mai 2024.

⁴¹ Riksrevisjonen, Forsvarsdepartementets etterlevelse av krav til levetidskostnader for F-35, 7 décembre 2023.

⁴² Les Echos, édition mise en ligne le 30 juin 2021.

⁴³ Les Echos, édition mise en ligne le 10 décembre 2021.

⁴⁴ Bloomberg, Is the F-35 a Trillion-Dollar Mistake?, édition mise en ligne du 4 avril 2017.

Government Accountability Office (GAO), (...), le programme F-35 coûtera sur l'ensemble de la durée de vie de l'appareil un coût ahurissant de 2.000 milliards de dollars »⁴⁵. On n'est sans doute pas encore au bout de nos surprises.

En tout état de cause, consacrer un budget supérieur pour une solution moins efficace, cela s'appelle une dépense inutile. En ces temps de disette budgétaire, le contribuable francophone appréciera très certainement une utilisation aussi contestable de ses impôts.

Nul doute que les pressions pour favoriser les industries américaines de l'armement s'intensifieront sous la deuxième présidence de Trump, quitte à ce que les Européens doivent payer plus cher. C'est évidemment une mauvaise nouvelle.

Et si nos voisins doivent consacrer un budget plus important pour acheter du matériel militaire américain, ce sont des commandes publiques en moins pour d'autres catégories de biens, ce qui finira toujours par impacter directement ou indirectement le tissu productif de notre petit pays si dépendant de ses exportations. Revenons à présent aux dimensions plus strictement macroéconomiques du programme de la nouvelle administration Trump. Comme signalé auparavant, la possibilité d'un regain inflationniste est bien réelle.

Seule se pose la question de son amplitude en fonction des accords commerciaux qui seront conclus (ou pas) avec la Chine, le Japon et les Européens. La question du niveau des taux d'intérêt se posera donc tôt ou tard dans le chef de la Fed. De prime abord, on pourrait penser que la baisse des taux intervenue le 18 décembre de cette année vient contredire ces perspectives.

Il faut toujours se méfier des apparences. En effet, le programme de Donald Trump n'est pas encore appliqué puisque le magnat républicain prêtera serment le 20 janvier. Or, cette baisse des taux de 25 points de base (c'est-à-dire 0,25%), soit un niveau que le président Trump trouve sans aucun doute insuffisant, était prévue de longue date et n'a surpris personne.

En cas d'application rigoureuse du programme trumpiste, la remontée de l'inflation puis des taux vont faire pression à la baisse sur le taux de change de l'euro face au dollar. En effet, l'Europe ne jouit hélas pas du même niveau de croissance que les Etats-Unis. Donc les taux nominaux doivent logiquement y être inférieurs qu'aux Etats-Unis.

Mais si l'écart se creuse trop, il en résultera une dépréciation de l'euro face au dollar. Par conséquent, les importations à destination du Vieux Continent libellées en dollars (c'est d'ailleurs le cas de la majorité de nos achats à l'étranger) vont s'avérer plus coûteuses. L'inflation (importée) va donc nous revenir plus cher.

La réponse de la BCE consistera en une augmentation du niveau de ses taux directeurs. Par conséquent, les investissements, et partant, le taux de croissance en Europe, vont diminuer sensiblement.

⁴⁵ Géo, F-35: le chasseur à 2000 milliards de dollars et 1000 pépins devra voler moins souvent, édition mise en ligne du 17 avril 2024.

N'ayons pas peur des mots. Pour la Belgique francophone, une telle configuration relève purement et simplement du cauchemar. Le chômage et le taux d'emploi y sont, en effet, sensiblement inférieurs à la Flandre.

L'année dernière, le taux d'emploi des 15-64 ans en Wallonie (59,9 % en 2023) restait inférieur à la moyenne belge (66,5 % en 2023). Par comparaison, le taux d'emploi en Flandre s'élevait à 71,4 % en 2023. Le taux bruxellois (61,0 % en 2023) était, certes, supérieur à celui de la Wallonie mais restait éloigné d'un peu plus de 10 points de pourcentage en comparaison de la situation prévalant en Flandre⁴⁶.

Si on compare ces taux d'emplois qui frisent, côté francophone, le niveau de 60% avec les pays voisins, les chiffres ne nous sont guère favorables. Aux Pays-Bas, ce même taux d'emploi était de 83,5%. En France, il s'élevait à 74,4%⁴⁷.

Si l'on veut régionaliser ces données, on s'aperçoit cependant que la région des Hauts de France (formée des départements du Nord et du Pas-de-Calais), dont l'histoire industrielle est très comparable à celle de la Wallonie, connaissait un taux d'emploi, au premier trimestre de l'année dernière, légèrement inférieur à celui de la Wallonie (59,7%). Pourtant, les allocations de chômage y sont limitées dans le temps⁴⁸.

Cette nuance étant posée, il n'en reste pas moins que des taux d'intérêt plus élevés et un taux de croissance du PIB plus faible n'ont jamais constitué une opportunité pour faire décoller l'emploi. Ni les investissements non plus d'ailleurs, vu le renchérissement du loyer de l'argent qui constitue une conséquence voulue de l'augmentation du niveau des taux d'intérêt. Cette caractéristique entre également en contradiction avec l'objectif de réindustrialisation de la Wallonie.

Pour toutes les raisons qui précèdent, on peut estimer que l'élection de Donald Trump ne constitue pas une bonne nouvelle pour les Européens et plus particulièrement ceux qui vivent dans des régions déjà durement éprouvées par un taux d'emploi déprimé, résultant des grandes vagues de désindustrialisation de ces quarante dernières années. Toute ressemblance avec la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est évidemment pas fortuite...

⁴⁶ IWEPS, Taux d'emploi BIT des 15-64 ans par tranche d'âge en Wallonie (2023), 1^{er} décembre 2024.

⁴⁷ INSEE, Emploi, chômage, revenus du travail (édition 2024), Emploi et chômage en Europe.

⁴⁸ Préfecture de la région des Hauts-de-France, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), Chiffres clés,

Conclusion

Vouloir rendre à l'Amérique sa grandeur passée, tel est le projet de la droite trumpiste arrivée (à nouveau) au pouvoir aux Etats-Unis. Pourtant, que ce soit sur le plan monétaire, de l'endettement public et même de la puissance industrielle, la tendance au déclin et à la minoration de la puissance américaine ne semble pas prête de s'arrêter.

En revanche, les Etats-Unis constituent incontestablement la première puissance militaire mondiale. C'est ainsi que le budget militaire des Etats-Unis correspond à près de la moitié des dépenses militaires dans le monde.

Dans ce contexte, l'élection de Donald Trump constitue fondamentalement une manifestation de la crise de l'hégémonie américaine. Par conséquent, pour les Européens, qui ont longtemps pu compter sur un parapluie militaire (presque) gratuit hérité directement de la Guerre froide, la victoire des Républicains n'offre guère de perspectives réjouissantes.

En effet, les gouvernements du Vieux Continent vont devoir investir davantage dans leur défense à l'avenir. Pour la Belgique, cet effort sera de 4 milliards d'euros.

Il s'agit de près d'1% du PIB. Alors que la période est marquée par un retour en force de l'austérité et des coupes claires dans les budgets consacrés à la solidarité sociale, on peut comprendre que ces sombres perspectives puissent faire réagir, dans les mois qui viennent, les mouvements pacifistes un peu partout en Europe.

La chose pourrait d'ailleurs trouver un écho plutôt favorable au sein de l'opinion publique. Il est vrai que les pressions de la Maison-Blanche pour que les Européens achètent du matériel militaire états-unien, dans certains cas peu efficaces, devraient s'intensifier. On se souviendra, à ce propos, de l'achat à juste titre controversé des F-35 par la Belgique en 2018. Le moins que l'on puisse dire est que cet avion, présenté comme la Ferrari des cieus, ne tient guère ses promesses en dépit de son coût important.

La chose a déjà été constatée depuis longtemps dans d'autres pays européens. On songera notamment au cas de la Norvège où les instances de contrôle des dépenses publiques ont dénoncé l'achat des F-35. Parallèlement, la politique économique clairement protectionniste de la nouvelle administration américaine risque de faire remonter l'inflation outre-Atlantique. Si la Fed, qui est indépendante, augmente ses taux d'intérêt, l'euro risque de souffrir. Cette dépréciation, si elle se solde par une remontée de l'inflation importée et un relèvement des taux d'intérêt, fera pression à la baisse sur le taux de croissance de l'économie européenne.

Pour la partie francophone de la Belgique, dont les taux de pauvreté et d'emploi sont moins favorables qu'en Flandre, la volonté d'orienter des moyens budgétaires additionnels en faveur de nouvelles dépenses militaires en lieu et place des politiques sociales ainsi qu'un affaiblissement de la croissance constituent clairement de mauvaises nouvelles, spécialement dans la perspective d'une réindustrialisation du tissu économique wallon.